

# COVID-19 et Pauvreté

**Respectable Loge, La Triple Unité, Orient de Fécamp, Région 9**

**Mots-clefs : Revenu Universel, Pauvreté, Prime de solidarité, Écarts salariaux, Vulnérabilité**

## La COVID répandra la pauvreté

L'épidémie de la COVID-19 touche l'ensemble de la population mondiale mais ce sont les plus vulnérables et les plus pauvres qui sont les plus impactés, tant d'un point de vue sanitaire qu'économique. Le virus met en lumière les inégalités existantes et risque de les accentuer encore davantage. Cette tendance s'observe partout dans le monde et la France n'y échappe pas. Les Francs-maçons et le GODF, comme de nombreuses associations, doivent alerter les décideurs politiques et leur demander de prendre des mesures pour protéger les plus vulnérables.

Ce sont les plus pauvres qui seront les plus durement frappés et les plus modestes qui courent le plus grand risque d'être contaminé car, ils sont généralement en moins bonne santé. Malgré des politiques d'accès universel à la santé, la couverture maladie universelle (CMU) et l'aide complémentaire santé (ACS), il existe en France de fortes inégalités d'accès à la santé. Inégalités dues, aussi en partie, à l'éducation défailante des plus démunis. Ils ont aussi un accès limité aux soins et à l'hygiène et sont donc plus vulnérables, ne disposant pas forcément des moyens pour appliquer les règles de confinement et de prévention. La situation est particulièrement préoccupante pour les sans domiciles fixes. La promiscuité, le problème d'accès à l'eau, les privations alimentaires sont des facteurs aggravants qui contribuent à accélérer la propagation du virus.

## L'impact sanitaire et l'exposition des personnes âgées aux petites retraites ou dans les EHPAD

Les résidents des EHPAD et les personnes âgées aux petites retraites sont particulièrement exposés au risque de contamination COVID-19 et à la pauvreté. Leur protection constitue une priorité. A ce titre, dans les EHPAD, on n'a pas vraiment fait preuve d'humanité et d'accompagnement dans la prise en charge des personnes âgées. Il faudra s'interroger sur les moyens qui seront donnés pour sortir du marché, très lucratif, de ces établissements privés.

## Les impacts économiques de la COVID sont plus forts sur les pauvres

Cette crise agit comme un miroir grossissant des inégalités économiques. Les ménages les plus pauvres sont davantage exposés aux impacts économiques de la crise. Les arrêts de travail contraints et le chômage partiel provoquent de grandes difficultés pour toutes les personnes qui perçoivent de faibles salaires ou qui sont en contrats précaires (contrats intérim et contractuels). Pour les personnes les plus défavorisées, le manque à gagner va être catastrophique.

Pour ces ménages les plus précaires, le confinement d'abord et ensuite le manque de distanciation efficace et de prévention des gestes barrières entraînent non seulement une baisse de revenus mais aussi une surconsommation de chauffage et d'électricité et une hausse des dépenses pour se nourrir. La hausse des bénéficiaires aux Restos du Cœur dans toutes les grandes agglomérations de France varie en 30 et 60% et les principales associations caritatives tentent d'alerter le gouvernement sur cette situation.

L'état d'urgence sanitaire ne doit pas créer d'inégalités supplémentaires. La priorité doit être de soutenir les plus vulnérables, Alors que la majorité de la population est fortement exposée au virus en poursuivant son activité professionnelle considérée comme nécessaire au fonctionnement du pays. Personnels soignants, caissiers, caissières, éboueurs, aides à domicile, éducateurs et éducatrices, livreurs, agriculteurs, policières, facteurs, factrices ... sont en première ligne de cette épidémie. Et la crise agit comme un révélateur du rôle social essentiel que jouent ces métiers mal considérés dans notre société. Ce constat doit nous interroger sur les inégalités qui sont à l'œuvre et la manière de les combattre.

## Repenser l'utilité sociale des métiers qui nous permettent de continuer de vivre.

La crise sanitaire actuelle nous invite à reconsidérer l'importance sociale des différents métiers. Les métiers les plus importants ne sont pas ceux qu'on croyait. Il y a une contradiction énorme entre la hiérarchie des salaires, de la reconnaissance sociale, d'une part, et l'utilité des métiers, d'autre part. Ceux qui sont au front sont certes des professions encore dotées de prestige, comme les médecins et les infirmières, mais il y a aussi en première ligne de nombreux métiers qui sont l'objet d'une faible considération – on parle parfois de métiers peu qualifiés ou non qualifiés. Et quand la pandémie se terminera, il ne faudra pas les oublier, essentiels et souvent dévalorisés ces métiers nous permettent de continuer à vivre. Il faudra reconsidérer les

écarts de salaires démentiels qui existent aujourd'hui dans les grandes entreprises : un patron du CAC40 gagne encore en moyenne 280 SMIC et le patron de Sanofi gagne 343 fois le salaire d'une infirmière. Il est incompréhensible et inacceptable que les aides publiques attribuées dans le cadre de cette crise aillent vers les sociétés qui par ailleurs distribuent des dividendes à leurs actionnaires. Les versements par les entreprises de dividendes, rachats d'actions et bonus aux PDG et actionnaires doivent être suspendus.

Se rappeler aussi que plus d'une mère de famille célibataire sur quatre qui travaille est pauvre ; ni qu'une femme gagne en moyenne 22% de moins qu'un homme.

## **Instaurer un véritable outil de solidarité et de redistribution : Le revenu universel inconditionnel**

Pour les Francs-maçons que nous sommes, le RUI peut être un puissant outil de fraternité ; il est solidaire par la redistribution des richesses et de liberté grâce à l'autonomie qu'il procure en redonnant au travail son pouvoir émancipateur et enfin d'égalité par son universalisme. (Source CNERUI)

Le RUI, s'il est un puissant levier pour changer la société, est dans un premier temps un outil pour lutter contre l'extrême pauvreté et l'exclusion. La crise de la COVID 19, est un facteur aggravant de la pauvreté et de l'exclusion. Nous avons tous constaté que la raréfaction des moyens de subsistance a fini par poser des problèmes d'insuffisance alimentaire dans les quartiers défavorisés. Ce qu'on appelle pudiquement le secteur de travail informel regroupant le travail d'appoint, le travail au noir et l'économie parallèle s'est tari du jour au lendemain avec le confinement. De leurs côtés, les exclus qui survivent dans nos villes n'avaient plus aucune possibilité de subvenir à leurs maigres besoins. Les perdants de la vie sont les super perdants de la crise. Alors pour ceux-là, le RUI est une réponse immédiate à un besoin vital. Le RUI reste aussi, une solution au non-recours aux aides sociales, rappelons qu'il est de l'ordre de 30% pour les ayants droit.

Le RUI est aussi une réponse simple et efficace à la lourdeur des démarches administratives qui réinvente une vie digne pour tous les exclus du système actuel.

Cette pandémie nous montre combien la volonté politique a su définir les besoins économiques et trouver l'argent nécessaire à les satisfaire rapidement. Le RUI pourra être la solution pour les temps à venir sans doute lourds des difficultés économiques, sociales et peut-être politiques.

## **Des propositions concrètes**

1. Dispenser le versement d'une prime de solidarité par personne et par mois pour les personnes les plus en difficulté paraît être d'une urgente nécessité pendant la durée de la pandémie. Les aides de l'Etat doivent aller en priorité aux plus défavorisés.
2. Mettre en place un observatoire des inégalités salariales discriminatoires ; et la révision des écarts de salaires entre les plus élevés et les moins élevés dans les entreprises même si par ailleurs des dispositions sont déjà prises dans ce domaine. Le renforcement du dispositif existant est une nécessité. Les disparités salariales entre hommes et femmes doivent être combattues avec véhémence par les autorités publiques.
3. Instaurer LE REVENU UNIVERSEL INCONDITIONNEL et le financer.

Ce financement peut trouver des chemins différents en fonction de la façon dont le RUI peut être construit. Une des pistes serait d'obtenir un RUI composé de plusieurs sources possibles. Une partie en aide nationale, une partie en aide locale et européenne et la dernière en services gratuits (transport par exemple). C'est une piste et ce n'est pas la seule. Le RUI par sa mise en place assoirait ainsi, sa vocation citoyenne au sens local national et européen.

S'il paraît compliqué et impensable à certains de trouver des milliards dans l'instauration du RUI, les mêmes trouvent admissible de voir s'enfuir une partie des richesses produites dans les paradis fiscaux et dans l'optimisation fiscale et la délocalisation des grandes entreprises.

Le modèle économique du financement reste encore à définir. La révision de la fiscalité en est indispensable. On parle beaucoup aujourd'hui des taxations sur les transactions financières, sur les systèmes de robotique et d'intelligence artificielle amenés à réduire à terme l'emploi salarié. Autant de pistes à explorer pour financer le RUI.

L'instauration du RUI devra également assurer à chacun une existence conforme à la dignité humaine en répondant aux impératifs liés aux urgences écologiques. Le but avoué étant évidemment de redonner du sens à un projet commun et à bâtir une communauté de destin la plus égalitaire possible.

4. S'engager dans la création d'un vrai service public de l'accompagnement des personnes âgées en établissement ou pas

**Octroyer une prime solidarité immédiate**

**Instaurer un revenu universel et le financer**

**S'engager dans la création d'un vrai service public d'accompagnement des personnes âgées**